



Les entreprises s'unissent <i>La folie des fusions</i>	1
Huiles essentielles <i>Rêve de plantes</i>	3
Communication et développement <i>L'art de se faire comprendre</i>	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE <i>Gestion du changement Changer, mais à quel rythme ?</i>	16

Site Web : [www.cta.nl](http://www.cta.nl)



#### Dans ce numéro

Ça bouge dans  
le monde ACP!  
Il y a un air de

changement dans le climat, dans  
l'environnement politique et dans  
les structures institutionnelles.

Début juin, le groupe des États ACP  
et l'Union européenne signeront à  
Suva, Fidji, une nouvelle convention  
de partenariat qui succédera aux  
quatre conventions de Lomé  
précédentes et déterminera le futur  
rôle du CTA. Nous vous en  
parlerons en détail dans les  
prochains numéros de Spore.

Tout bouge. Le CTA a un nouveau  
directeur et Spore vous le présente.  
Spore s'intéresse aussi à ces  
grandes sociétés qui gouvernent  
largement nos vies : elles ne  
cessent de fusionner et de grandir  
encore, ce qui n'est pas sans  
conséquences pour notre  
quotidien.

Et encore un article sur  
la communication : mieux  
communiquer, c'est souvent  
agir plus efficacement.

N'oubliez pas de nous écrire :  
nous aimerions savoir comment  
vous, vous voyez votre vie changer !



Photo Stone Pictures/J. Raimon

## Les entreprises s'unissent

# La folie des fusions

**La manie de la fusion agite le monde des entreprises. Ces derniers mois, on a pu constater, partout sur la planète, une recrudescence des alliances ou des absorptions plus ou moins amicales. Les grandes sociétés dévorent les petites tandis que des géants tentent de partager le même lit. Les conséquences sont lourdes pour l'agriculture et la sécurité alimentaire des pays ACP.**

**L**e monde ne tourne pas rond : il suffit de se rappeler les derniers mois pour en convenir. Tandis que sévissent sans faiblir les cruelles folies de l'humanité – les guerres et le bouleversement climatique dû aux activités humaines, pour n'en citer que deux –, le marché et ses lois traditionnelles semblent perdre la tête. Le coût de l'énergie atteint des niveaux inconnus depuis les années 70, portant à plus de 7 dollars le prix d'un voyage en bus de Douala à Yaoundé (Cameroun). Mais, en Europe, une jeune compagnie aérienne dirigée par un *boss* en blue-jeans vend pour 20 dollars seulement un vol Londres-Barcelone (plus de cinq fois la distance de Douala à Yaoundé) et prétend de surcroît faire des bénéfices ! Aux Pays-Bas, une entreprise offrant ses services sur Internet a annoncé en mars 2000 des pertes de 10 mil-

lions de dollars. Elle a pourtant été vendue à la Bourse d'Amsterdam pour 25 milliards de dollars, plus que le budget de certains États ACP ! Pas étonnant que même les analystes ne s'y retrouvent plus, et à plus forte raison les femmes et les hommes de la rue.

Pressées par la nécessité de maximiser leurs profits, obsédées par la productivité et la réduction des coûts, les entreprises du monde entier se hâtent d'atteindre le niveau de performance qui garantira leur survie. Comment ? En recourant à des méthodes qui ont fait leurs preuves depuis longtemps : elles prennent le contrôle de leurs fournisseurs et rachètent leurs concurrents. Aujourd'hui, le langage employé pour ce genre de transaction évoque franchement la bagarre ("offre d'achat hostile"), et des termes comme "alliances stratégiques" ou

“partenariat permanent” signifient en clair que les gros poissons mangent les petits.

À première vue, il semble que les sombres prédictions des années 60, selon lesquelles la direction de l'économie mondiale allait tomber aux mains de quelques multinationales, soient en train de se réaliser. Ce qui se passe dans le domaine de l'agriculture vient renforcer cette impression.

Ces dix dernières années, l'entreprise américaine Monsanto a étendu ses activités traditionnelles d'industrie chimique pour exploiter le filon du génie génétique, et en particulier la production de semences génétiquement modifiées. Ce faisant, elle a trouvé le moyen d'enfermer les agriculteurs dans une relation permanente avec elle, en s'assurant qu'ils auraient constamment besoin de ses produits. Un de ses stratagèmes consistait à introduire le gène dit “terminator” dans des semences génétiquement modifiées de cultures de base. En stoppant le processus naturel par lequel les plantes produisent leurs propres semences, ce gène empêcherait les agriculteurs de sélectionner leurs propres graines et de les conserver pour l'année suivante. Ce concept de “terminator” n'est pas encore allé très loin, pour le moment du moins. Les opinions sont partagées à ce sujet, c'est le moins qu'on puisse dire ! Le président de Monsanto croit dur comme fer qu'en assurant durablement la haute qualité de ses semences, son entreprise contribuera à la sécurité alimentaire mondiale... et dégagera en même temps des marges importantes à long terme. Les cyniques, quant à eux, voient plus de cupidité que de sens moral dans ce dernier objectif. Peut-être. Les membres des conseils d'administration ont après tout des raisons complexes et multiples de faire ce qu'ils font : un appétit de richesse personnelle, un sentiment de responsabilité envers les travailleurs de l'entreprise et leurs familles, ou de responsabilité vis-à-vis des actionnaires et des consommateurs, ou encore un engagement humaniste en faveur, par exemple, d'une production alimentaire durable et plus équitable.

L'initiative de Monsanto a été vigoureusement attaquée par des organisations comme GRAIN (Action internationale pour les ressources génétiques) à Barcelone (Espagne) et RAFI (Fondation internationale pour la promotion rurale) à Manitoba (Canada). Ces organisations non gouvernementales se sont donné pour mission d'encourager et de protéger les systèmes actuels de fourniture de semences, comme faisant intimement partie de la structure du monde agricole d'aujourd'hui, spécialement dans les pays du Sud. Elles surveillent toute tendance qui pourrait compromettre cet équilibre et font campagne contre tout développement qui leur semble indésirable. C'est ainsi qu'elles ont attaqué le gène “terminator”. Conséquences : Monsanto, victime aussi de quelques bévues classiques de relations publiques, a annoncé à la fin d'une année 1999 difficile qu'elle “suspendait” toute activité sur ce programme.

## Loin des yeux, loin du cœur

Tandis que les militants célébraient prématurément leur “victoire”, Monsanto allait de l'avant et poursuivait sa stratégie à long terme de fusions. La plus remarquable d'entre elles est l'alliance avec Cargill. Cette entreprise américaine est le principal distributeur de semences en Amérique du Nord et ses activités couvrent le monde entier. En janvier 2000, Monsanto disparaissait officiellement du paysage mais réapparaissait sous un autre nom. Bien qu'elle ait suspendu le développement du gène “terminator”, cette nouvelle multinationale garde entre les mains la majeure partie de l'approvisionnement mondial en semences, de même que la recherche de nouvelles variétés, et c'est au moins aussi inquiétant.

Les mêmes tendances sont à l'œuvre dans des domaines proches de la biologie. À coups de fusions ou de scissions, les entreprises agrochimiques et pharmaceutiques, telles que Ciba, Geigy, Rhône-Poulenc, Bayer et Hoechst, se sont recomposées ces dernières années, créant des trusts de taille impressionnante, dotés de nouveaux noms nébuleux comme Novartis ou Aventis. La mise en commun des programmes de recherche et des brevets concentre un peu plus la connaissance aux mains de quelques chercheurs. Pour certains, ce mouvement sera lourd de conséquences pour l'avenir de la recherche au Sud, la propriété des savoirs traditionnels et la disponibilité de l'information scientifique. Ces fusions subordonnent les priorités de la recherche aux lois du marché, et d'aucuns prédisent que la recherche sur la malaria sera abandonnée car moins rentable que la recherche, par exemple, sur les cosmétiques issus des plantes de la forêt vierge.

Tout au long de la chaîne alimentaire, les fusions concentrent le pouvoir et la rentabilité, laminant le peu d'influence que pouvaient avoir les petits paysans, les marchands, les transporteurs ou les transformateurs.

Dans le domaine financier, les fusions de banques de taille mondiale marginalisent encore les services bancaires nationaux, les encourageant à une attitude défensive évitant tout risque – ce qui n'est pas pour stimuler les systèmes ruraux d'épargne et de crédit innovants, essentiels pour la sécurité alimentaire, mais rentables à terme seulement.

## Marge et marginalisation

Dans cette atmosphère de tempête, les plus gros nuages s'accumulent sans doute dans les cieux de l'information et des télécommunications. En Europe, en Amérique du Nord et dans le Pacifique, des multinationales gigantesques se constituent. Elles prennent le contrôle des moyens d'échanges oraux, écrits ou électroniques, que ce soit au travers de médias ou de particuliers. Mais alors, peut-on se demander, que peuvent encore faire les réseaux ruraux de communication aujourd'hui ? Comment une “société africaine de l'information”<sup>1</sup> pourrait-elle s'épanouir si



Photo Corbis/J. McDonald

**Fusions, conquête des marchés, valeur ajoutée : ce n'est plus de l'amour, c'est de la rage**

elle est perçue comme une entreprise à perte, qui ne trouvera un marché que dans cinquante ans peut-être ? Ceux qui contrôlent les moyens de communication ne voudront-ils pas aussi contrôler le contenu même de la communication ? Quel futur pour les réseaux de systèmes d'information décentralisés sur les marchés, les programmes de crédit pour les femmes, le commerce alternatif ou équitable, ou la recherche spécialisée ?


La fusion fait fureur, et pas seulement parmi les entreprises commerciales. Les organisations non gouvernementales se concentrent à grande vitesse, ainsi qu'en témoignent les agences néerlandaises de cofinancement du développement Balance/Cordaid. Les mouvements écologiques tout comme les syndicats voient beaucoup d'avantages à unir leurs efforts. Les gouvernements commencent à percevoir l'intérêt de partager leurs programmes, ou au moins de s'en informer. La régionalisation, dans les pays ACP ou européens, est aussi une forme de fusion.

Curieusement, la manie des fusions peut aussi ouvrir de nouvelles opportunités à ceux qui se perçoivent comme marginaux. Les conglomerats et les fusions sont en fait soumis à la vigilance et au contrôle de ceux qui les mandatent, les actionnaires dans le cas des multinationales. Leur obligation de rendre des comptes est souvent supérieure à celle de bien des organisations qui prétendent agir au nom de la société civile ou la représenter.

Par exemple, les multinationales de l'alimentaire comme Danone-Nestlé et Accor ont développé des partenariats avec leurs fournisseurs et les syndicats qui pourraient servir de modèles pour aller plus loin et dépasser la peur des fusions. Le partenariat et l'ouverture sont de mise. Après la première vague d'indépendances des pays ACP, plusieurs écoles de pensée ont promu l'autonomie, l'autarcie et la “déconnexion” du reste du monde. Le train de la mondialisation tolère à peine ces idées aujourd'hui : nous ne l'avons pas mis sur ses rails, mais nous pouvons encore le prendre en marche.

<sup>1</sup> Terme utilisé pour une Afrique qui participerait activement à l'Internet mondial et utiliserait les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans tous leurs aspects économiques et culturels.

À lire :

 Effets de la mondialisation sur le secteur agricole et les communautés rurales des pays ACP. P. Robbins, 1999, 52 pages. Document de travail, n° CTA 8008, 0 unité de crédit.

# Rêve de plantes

**Gagner sa vie grâce à l'extraction et à la production des huiles essentielles végétales est possible. Mais pour respirer à pleins poumons les parfums exquis de la réussite, les cultivateurs et producteurs des pays ACP doivent s'astreindre aux multiples exigences d'un marché en forte évolution.**

Une petite goutte d'ylang-ylang suffit au massage le plus bienfaisant qui soit. Calmantes, revigorantes, volup tueuses, relaxantes, les huiles essentielles ont de nombreux effets à la fois physiques et subtilement psychologiques. Elles sont utilisées depuis des milliers d'années en aromathérapie pour leurs valeurs thérapeutiques, en cosmétologie, en pharmacie, en gastronomie et, plus récemment, comme pesticides biologiques.

Estimé à 1,2 milliard d'euros par an, le marché semble bien établi. L'enthousiasme croissant des consommateurs occidentaux pour tous les produits dits "naturels" (sous-entendu "sains") contribue à accroître régulièrement son potentiel.

Aujourd'hui, on recense plus de 3 000 sortes d'huiles essentielles extraites des racines, des écorces, des feuilles, des graines, des fruits et des fleurs de divers végétaux ; 500 d'entre elles font l'objet d'une commercialisation. Le terme même d'"essentiels" montre l'importance attachée à ces huiles depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. À cette époque, un physicien du nom de Paracelsus décrivait l'huile extraite d'une plante comme l'essence totale, la plus pure, la plus concentrée, la plus divine après les quatre éléments que sont la terre, l'eau, l'air et le feu. Il évoquait ainsi une cinquième substance divine, autrement dit la quintessence (du latin *quintus* = cinq).

Aussi célestes qu'elles puissent paraître, les huiles essentielles restent à portée de main. L'essence de la feuille de girofle contient de l'eugénol que l'on retrouve dans la pâte dentifrice ; celle du clou de girofle agit contre le mal de dents ; celle des pépins d'agrumes est utilisée dans la préparation de boissons et celle du romarin comme sédatif.

## Bon pour emploi !

Les méthodes utilisées dans la production artisanale d'huiles essentielles (le plus souvent distillation, expression et extraction à l'aide de solvants) ne permettent pas toujours d'atteindre le niveau de qualité requis pour le commerce d'exportation. Les négociants internationaux exigent des procédés fiables nécessitant des équipements modernes et des mises de fonds importantes. La société Phael Flor à Madagascar, par exemple, a dû investir plus de 300 000 euros pour produire industriellement des essences de haute qualité extraites de plantes cultivées biologiquement

comme le géranium, le poivrier, la cannelle, le camphrier, le gingembre, le vanillier et le giroflier. Cette société, qui réalise un peu moins de 10 % des exportations nationales, emploie plus de 50 personnes dans ses unités de traitement et de distribution ; son activité a généré de l'emploi pour plusieurs centaines de producteurs.

Le secteur agro-industriel de production d'huiles essentielles contribue à l'économie agricole nationale et à une bonne balance commerciale. Beaucoup de pays ACP (Bénin, Ghana, Malawi, Mali, Rwanda, Togo et Zimbabwe) l'ont compris ; leurs projets d'investissement en témoignent. Au Mali, la société UPROCOHE est typique de ces sociétés désireuses de conquérir les marchés internationaux. D'où son acquisition de matériaux de stockage et de conditionnement (les huiles essentielles ne peuvent pas être stockées dans des bouteilles en plastique) et d'équipements visant à répondre aux normes de qualité ISO. D'autres pays, du Guatemala à l'Australie, affûtent leurs armes pour remporter des parts de marché dans un secteur où la concurrence se développera certainement.

Dans l'océan Indien, les Comores, les Seychelles et Maurice ont une importante production. Ils sont dominés par Madagascar qui produit plus de la moitié de l'essence de girofle du monde entier et un tiers de l'essence d'ylang-ylang, ce qui lui permet de générer des revenus d'exportation de 5 millions d'euros par an. Madagascar exporte même l'ylang-ylang à la Jamaïque où il est mélangé à de l'essence de citronnelle de production locale. La Jamaïque est elle-même bien placée et détient le quasi-monopole de la production et de la vente de piment (*Pimenta officinalis*).

## La ruée vers l'or

Nombreux sont les pays ACP qui bénéficient d'un bon potentiel de production et de commercialisation des huiles essentielles. Toutefois – l'expérience récente de Madagascar le montre –, beaucoup d'efforts restent à fournir pour garantir la bonne rentabilité de ce secteur. Entre 1992 et 1997, des millions de dollars ont été investis par des banques et des sociétés locales malgaches, par la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, le Centre ACP-UE pour le développement de l'industrie, et les agences allemandes, américaines et

Photo Corbis/R. van der Hilst



Photo A. Rival



Photo Teatome



**Comment voulez-vous votre ylang-ylang : distillé, broyé, dilué, exporté ?**

européennes de coopération pour le développement. Des dizaines de sociétés ont été créées, mais beaucoup d'entre elles ont échoué. Pourquoi ? Par manque de rigueur en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières, le contrôle de la qualité et les techniques de production. Cette expérience démontre la nécessité d'organiser le secteur avec l'aide d'une organisation professionnelle : le SYPEAM, par exemple. Ce syndicat de professionnels apporte son soutien aux producteurs d'extraits aromatiques alimentaires et médicinaux en leur offrant des informations techniques et des formations.

Le marché des huiles essentielles est attrayant mais difficile à conquérir, car la qualité des produits y est une priorité. Des négociants peu scrupuleux la négligent : comme les essences sont très concentrées, ils y mélangent des essences synthétiques. Ils ont tort. Car les acheteurs risquent de s'en apercevoir lors de leurs inspections et les consommateurs ne s'y tromperont pas.

Le marché des huiles essentielles est volatil, soumis à forte concurrence depuis que ces produits connaissent une certaine popularité. Respecter les normes de qualité contribuerait à démentir l'adage selon lequel l'argent n'a pas d'odeur.

Pour plus d'informations :

IFEAT (International Federation of Essential Oils and Aroma Trades) – Federation House, 6 Catherine Street, Londres, WC2B 5JJ – ROYAUME-UNI  
Fax : + 44 171 836 0580  
Site Web : [www.ifeat.org.uk](http://www.ifeat.org.uk)

Essential Oils World – PO Box 72, Chipping Norton, Oxon, OX7 6JU, ROYAUME-UNI  
Fax : + 44 1608 659257  
Site Web : [www.cotpubco.demon.co.uk/cosweb/leswhome.html](http://www.cotpubco.demon.co.uk/cosweb/leswhome.html)

SYPEAM (Syndicat professionnel des producteurs d'extraits aromatiques alimentaires et médicinaux de Madagascar)  
BP 1348, Antananarivo 101 – MADAGASCAR  
Fax : + 261 2022 26921  
E-mail : [sypeam@sinergic.mg](mailto:sypeam@sinergic.mg)  
Site web : [www.sinergic.mg/sypeam/default.htm](http://www.sinergic.mg/sypeam/default.htm)

# L'art de se faire comprendre

Dire, divulguer, donner, livrer, publier, transmettre, expliquer, renseigner, échanger, correspondre...

Le nombre de synonymes donnés au verbe communiquer en dit long sur ce qu'englobe l'action de communication. Elle ne se borne pas à "établir une relation avec le monde extérieur" – une poignée de main suffirait –, elle en espère un résultat. Dans un contexte marqué par la lutte pour le développement, la compétitivité et la diversification des pôles de pouvoir, une priorité demeure : communiquer pour se faire comprendre et agir.

Concevoir un journal, une plaquette d'informations, une fiche technique ou un panneau de vulgarisation, déposer une demande de financement ou encore s'adresser à des décideurs par le biais d'un compte rendu, d'une synthèse ou d'un rapport... Ces actions de communication parmi d'autres font appel à ce que l'on nomme le "média papier". Chercheurs, vulgarisateurs, groupements, associations, chefs d'entreprise, ONG et producteurs sont amenés à communiquer par ce biais. Or, cela ne s'improvise pas.

Qui veut communiquer efficacement s'astreint à des techniques d'écriture et de présentation qui varient selon le public à qui il s'adresse, le message à transmettre et le support choisi pour le véhiculer. Ces trois paramètres de la communication s'imbriquent étroitement. Mais il est clair que l'identification du public détermine l'art et la manière d'entrer en contact avec lui ; on ne s'adresse pas de la même façon à des scientifiques, à un groupement d'agriculteurs, à des érudits ou à des enfants.

La communication d'un chercheur qui soumet à ses pairs ses travaux de recherche n'a rien de commun, ni dans sa structure ni dans son style, avec la diffusion des résultats de cette recherche, un communiqué de presse, un article de vulgarisation ou une brochure pédagogique. Si les protocoles de ces différents types de documents changent, la démarche qui préside à leur élaboration reste toutefois la même : faciliter la compréhension d'un public donné.

Un même texte peut être exploité de multiples manières. Un article scientifique, par exemple, peut servir de base à la rédaction d'une fiche technique. Ce recyclage suppose le recadrage du texte originel et la sélection du message susceptible d'être valorisé sous la forme nouvelle. Il serait vain, en effet, de communiquer à un groupement d'agricul-



Illustration H. Larkins

## Soignez votre image !

L'illustration (photos, dessins, caricatures, etc.) est toujours "vue" en premier par le lecteur. Source de rêve, elle constitue un moyen d'information aussi puissant que le texte. La photo n'est pas un ornement. Arme percutante – pour reprendre le slogan d'un hebdomadaire français<sup>1</sup> –, elle constitue un second niveau d'information en même temps qu'elle aère un texte et relance l'intérêt de sa lecture.

Le schéma, ou le croquis, simple de préférence, explique une mise en action. On le trouve dans les guides pratiques ou les fiches techniques pour illustrer un mode d'emploi.

Le tableau ou le pictogramme facilitent la lecture rapide d'une information par leur visualisation graphique (courbes, chiffres, plots, etc.).

Le succès des bandes dessinées de plus en plus utilisées dans les actions de vulgarisation (voir page 13) montre à quel point le dessin contribue à la compréhension d'un message et en facilite l'appropriation. Qui n'a pas le crayon facile trouvera dans un livre publié en anglais, mais exploitable par les publics de toutes nationalités, le moyen de dessiner grâce à des patrons qu'il suffit de calquer pour reproduire une variété infinie de personnages, objets ou animaux<sup>2</sup>.

1. "Le poids des mots, le choc des photos", Paris Match.

2. Where there is no artist. Intermediate Technology Publications, 1997, ISBN 1-85339-391-6, 123 pages, 14,95 £/23,36 €, 103-105 Southampton Row, London, WC1B 4 HH – ROYAUME-UNI  
E-mail : orders@itpubs.org.uk Site Web : www.itpubs.org.uk



La bonne image est celle qui développe la curiosité et le sens de l'observation. Dans l'idéal, elle devrait être testée auprès de ceux à qui elle est destinée.



## Quelques organismes de formation

- L'AIF (Agence intergouvernementale de la francophonie) propose dans le cadre de son Programme spécial de développement (PSD) des stages de formation et de perfectionnement aux techniques d'information.  
13, quai André-Citroën, 75015 Paris – FRANCE  
Fax : + 33 1 45 79 14 98. Site Web : [agence.francophonie.org](http://agence.francophonie.org)
- L'APNET (African Publishers Network). Créé pour promouvoir l'édition locale en Afrique, ce réseau rapproche les associations nationales d'éditeurs de plus de 27 pays en Afrique. Il organise des cours de courte durée sur les techniques d'édition.  
PO Box 3773, Harare – ZIMBABWE. Fax : + 263 4 705 106  
E-mail : [apnet@internet.co.zw](mailto:apnet@internet.co.zw). Site Web : [africanpublishers.org](http://africanpublishers.org)
- Le CESPA, centre spécialisé dans la communication pour le développement, conçoit des supports de communication multimédia, forme ses utilisateurs et les conseille dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies de communication.  
BP 1820, Bamako – MALI  
Fax : + 223 21 11 09. E-mail : [cespa@datatech.toolnet.org](mailto:cespa@datatech.toolnet.org)  
Site Web : [vuesdafrique.org/ridda/cespag1.htm](http://vuesdafrique.org/ridda/cespag1.htm)
- L'ISSIC (Institut supérieur des sciences de l'information et de la communication) organise des stages de formation professionnelle à la communication.  
BP 15948, Dakar-Fann – SÉNÉGAL  
Fax : + 221 825 06 06. E-mail : [issic@metissacana.sn](mailto:issic@metissacana.sn)
- New Media Laboratory. Cette structure apporte son appui aux acteurs de la communication en Afrique du Sud et leur propose des cours et des formations continues.  
Department of Journalism & Media Studies, Rhodes University,  
Grahamstown 6140 – AFRIQUE DU SUD  
Fax : + 27 12 46 603 84 47. Site Web : <http://nml.ru.ac.za>

teurs l'historique des expérimentations effectuées sur une pompe à eau, si l'essentiel est qu'ils sachent comment cette pompe fonctionne.

Les différents supports de communication écrite ont chacun une structure spécifique qui découle à la fois de leur contenu, de leur fonction et de leur destination. Le bulletin de réseau, par exemple, est un lieu d'échange qui vise à fédérer des lecteurs adhérents ou abonnés autour d'une action commune. Les fiches techniques et pratiques ont pour objectif de transmettre un savoir-faire ou un mode d'emploi, d'où un langage concret, schémas à l'appui, et des modes de repérage simples. Sans toutefois faire l'éco-

nomie d'un petit texte explicatif, les panneaux de vulgarisation et les posters privilégient l'image pour communiquer une information de façon attrayante et accessible à ceux pour qui la lecture est difficile.

Les séries permettent de constituer une collection de petits documents abordant un même sujet sous un aspect différent à chaque fois. Elles sont conçues pour créer des habitudes de lecture et de repérage (même typographie, même présentation, mêmes couleurs et construction des textes).

Quel que soit le support choisi pour communiquer, la règle est de se mettre à la place du lecteur qui doit comprendre au quart de tour ce qu'on lui dit.

## Une stratégie à apprendre

Cerner son public, sélectionner son message, "rentabiliser" un article de manière diversifiée, situer le cadre de la communication pour choisir le support média, le ton et la forme appropriés : tout cela s'apprend en même temps que les règles de déontologie qui gouvernent les métiers de la communication. Les centres et instituts spécialisés du type ISSIC au Sénégal (voir encadré) ne sont pas les seuls à délivrer des formations en communication. De nombreux organismes apportent leur appui en organisant des ateliers professionnels et des stages de courte durée permettant de se familiariser avec les techniques de la communication et d'utiliser au mieux les médias de l'écrit.

Reste le vertige de la page blanche, ce malaise qui accable parfois ceux qui doivent écrire ! Nombre d'ateliers d'écriture proposent aujourd'hui de le vaincre par des exercices de rédaction. Simples comme une gymnastique, ils ont la vertu de dénouer les articulations et de muscler le cœur pour le mettre à l'ouvrage. Sans trac.

*Pour en savoir plus :*

Créer, gérer et animer une publication ; Droit, déontologie et éthique des médias ; le métier de journaliste en 30 questions-réponses. Co-édition GRETTI/INDE, Coopération et Francophonie, Commission européenne, ACCT. GRET (Groupe de recherches et d'échanges technologiques)  
211-213, rue La Fayette, 75010 Paris – FRANCE  
Fax : + 33 1 40 05 61 10  
E-mail : [gret@gret.org](mailto:gret@gret.org)  
Site Web : [www.gret.org](http://www.gret.org)

Élaboration de matériel didactique en matière d'agriculture : un manuel de cours.  
ADRAO, 1996, 112 pages, ISBN 92-9113-0729, n° CTA 746, 20 unités de crédit.

The ABC of Book Publishing. A Training manual for NGOs in Africa. (Manuel en langue anglaise de formation aux métiers de l'édition destiné aux ONG d'Afrique). Co-édition JANyeko Publishing Centre/CTA, 1999, 116 pages, ISBN 9970-510-01-2, n° CTA 961, 20 unités de crédit.

## Écrivez, tout simplement

Les modules de formation en communication écrite citent invariablement ces règles inspirées des méthodes journalistiques :

- privilégier la clarté, la simplicité, les phrases courtes. La phrase de 12 mots est un maximum pour la mémorisation correcte d'un message. Cette mémorisation est facilitée par une structure simple (sujet-verbe-complément). La phrase idéale contient une idée ou une information, pas plus ;
- adopter un vocabulaire concret surtout lorsqu'il s'agit d'aborder des sujets complexes ;
- éviter les redondances (adverbes, adjectifs superflus) et le jargon qui contribuent à alourdir le message à transmettre ;
- respecter des seuils de longueur des paragraphes pour faciliter la lecture. En principe un paragraphe ne dépasse pas 15 lignes ;
- hiérarchiser l'information et respecter la règle des QQOQPC. Un message concis répond en effet à six questions : qui, quoi, quand, où, pourquoi, comment.

Enfin, l'orthographe étant une politesse, il faut lire et relire son texte pour chasser les fautes qui font mauvais effet.

## Ayez bon caractère pour faire bonne impression

Une fois les textes écrits et les illustrations réalisées, il faut créer un original et le reproduire à un certain nombre d'exemplaires.

- Calculez le plus précisément possible le tirage (le nombre d'exemplaires) dont vous avez besoin et que vous pourrez réellement diffuser pendant la période d'actualité du document.
- La photocopie n'est intéressante qu'en dessous de 300 exemplaires. Au-delà, demandez plutôt un devis à un imprimeur (plus le tirage est important, plus ses prix seront intéressants).
- Certains imprimeurs composent le texte avec des caractères en plomb. Cette technique économique est toujours intéressante quand les textes sont courts et sans illustration : tracts d'avis, cartes de visite, etc.
- La plupart des imprimeurs utilisent maintenant la technique offset. Elle permet de reproduire n'importe quel original manuscrit ou dactylographié, mis en pages avec illustrations.
- Couleur ou noir et blanc ? Si votre tirage est inférieur à 500 exemplaires, restez en noir et blanc. Au-delà de 1000 exemplaires, vous pouvez envisager la couleur.

## Méfions-nous de la viande de brousse...

■ L'exploitation du bois dans les forêts africaines va de pair avec l'exploitation de la faune (gazelles, serpents, éléphants, mais aussi chimpanzés et gorilles) et sa consommation. Les compagnies forestières emploient des chasseurs pour fournir du gibier à leurs travailleurs. Mais ce gibier est aussi vendu aux populations urbaines. Le risque de voir disparaître les animaux sauvages n'est pas le seul argument opposé à la consommation de leur viande. Elle aurait favorisé – suppose-t-on aujourd'hui – les épidémies de sida ou de fièvre Ebola. Dans le cas du sida, elle aurait permis le passage à l'homme du virus HIV du singe.

### ... à suivre sur le Web

■ Un forum de discussion sur Internet ([bushmeat@AZA.org](mailto:bushmeat@AZA.org)) consacré à la consommation de la viande de brousse a mis en évidence les raisons de l'intensification de ce commerce. Parmi elles : la crise économique (la chasse devient une source de revenus immédiats), les déplacements dus aux guerres civiles ou aux troubles politiques, la dévaluation du franc CFA (le prix de la viande importée a doublé, les coûts de l'exploitation forestière ont baissé et permis son extension). Un groupe de travail a fait des propositions : responsabiliser les exploitants forestiers qui doivent fournir de la nourriture à leurs employés et empêcher la chasse illégale dans leurs concessions, sensibiliser les populations, faire respecter la législation pour la protection de la faune et surtout rechercher des solutions avec les habitants, pour qui le gibier est une source de nourriture importante.

➤ ECOFAC (Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale)  
BP 15115  
Libreville – GABON  
E-mail : [coordination@ecofac.org](mailto:coordination@ecofac.org)

## Une nouvelle manière d'accommoder le canard au riz

■ Des chercheurs de l'université de Can Tho, au Vietnam, ont chiffré l'impact d'une méthode d'élevage sur le rendement agricole. Ils ont installé des canetons (100 par ha) dans des rizières cent jours après l'ensemencement. Ils les ont retirés lorsque le riz a commencé à fleurir. Les canards se nourrissent de mauvaises herbes et d'insectes et leurs déjections améliorent la fertilité du sol. Le rendement des rizières traitées avec des engrais chimiques est de 3 880 kg/an, celui des terrains exclusivement fertilisés par les canetons s'élève à 2 100 kg/an, tandis que les enclos où ne sont utilisées ni l'une ni l'autre méthode rendent à peine 500 kg/ha.

## Pisciculteurs, persévérez !



Photo CTA

Les pisciculteurs ont besoin d'un filet solide : un bon service de vulgarisation

■ Une visite d'étude sur les systèmes de production agropiscicole durable en Afrique subsaharienne s'est déroulée au Malawi en novembre 1999. Elle était organisée par le CTA, le ministère malawien des Pêches et le bureau régional au Malawi du Centre international de gestion des ressources aquatiques vivantes (ICLARM). Au terme de cette visite, une série de plans d'action visant à améliorer la vulgarisation et la promotion de l'agropisciculture a été élaborée par des partici-

pants sensibles à ces questions. Venus de neuf pays d'Afrique subsaharienne, ces 14 participants se sont enthousiasmés pour les systèmes de vulgarisation valorisés dans les petits projets d'aquaculture du Malawi. Ils ont tout de même remarqué l'existence d'un écart important entre les structures gouvernementales d'appui et celles des ONG. De nombreux projets piscicoles ont été mis en place dans ce pays au cours des dix dernières années grâce à une aide financière extérieure, ce qui a

conduit à une augmentation du nombre des personnes dépendant de ce type d'activités (de 500 à plus de 3 000). Or, l'appui des services de vulgarisation et de recherche a sérieusement diminué une fois que les projets ont pris fin et l'entretien des infrastructures est devenu un problème. Par ailleurs, il semble que les centres (publics et privés) de production d'alevins et les services de vulgarisation devraient être déployés de manière stratégique sur l'ensemble du territoire.

## Un plateau de pommes de terre

■ Sur le plateau du Fouta-Djalon, en Guinée, la pomme de terre fait fureur. En dix ans, le rendement a plus que quadruplé (22 t/ha contre 5 t/ha). Plus de 2 000 t ont été vendues sur les marchés locaux, mais aussi au Sénégal voisin. Il faut dire que les importations européennes ont été bloquées partiellement pendant six ans pour encourager la production locale. La pomme de terre aime la saison froide de Guinée (de décembre à mars) où elle est cultivée en rotation avec le riz, le maïs et l'arachide. Elle est également bien payée (350 FG/0,219 € le kg

directement au producteur). Le prix unique est fixé à l'avance et l'écoulement de la production est assuré par les groupements de paysans, en contact avec les commerçants qui envoient chercher les sacs dès qu'ils peuvent en remplir un camion. C'est la Fédération des paysans du Fouta-Djalon (FPFD), une organisation dynamique, à la fois coopérative (elle achète les intrants et stocke les récoltes) et syndicat regroupant près de 12 000 membres, qui est à l'origine de ce succès. L'aide d'organisations extérieures et d'agriculteurs français a fait le reste. Les

femmes, qui représentent 70 % des effectifs, sont particulièrement satisfaites. Elles bénéficient de formations (alphabétisation, commercialisation) et apprécient les ressources financières tirées de la pomme de terre et qui sont investies par exemple dans les frais de santé et d'école des enfants. La FPFD oriente maintenant son action vers la production d'oignons et de tomates, très demandés localement.

Afrique-Agriculture, n° 276, décembre 1999.

➤ FPFD  
BP 52, Pita – GUINÉE

## Lauriers pour le cinéma mozambicain

■ Le Mozambique a été récompensé d'une deuxième place au 16<sup>e</sup> Festival du film agricole (Agrofilm 99) qui s'est tenu en octobre dernier à Nitra, en Slovaquie. L'objet de la récompense est un court-métrage de 13 minutes intitulé "Lutte contre la faim", qui démontre comment les systèmes actuels de stockage des récoltes occasionnent des pertes trop importantes et qui explique comment construire des silos mieux adaptés grâce à des

techniques simples. Cette vidéo a été tournée à l'occasion d'une étude sur la communication dans le monde rural et s'est appuyée sur la campagne menée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Mozambique en faveur des techniques d'après récolte. "Lutte contre la faim" a bénéficié de la participation des communautés locales rurales et a reçu le soutien du ministère de l'Agriculture du Portugal. Deux cassettes audio, de 9 minutes cha-

cune, ont également été enregistrées pendant le tournage. Le Mozambique avait déjà reçu, en 1997, au cours de ce même festival, le Prix spécial de la FAO pour la vidéo "La sécheresse – un homme prévoyant en vaut deux".

▲ Pour en savoir plus :  
Direcção Nacional  
de Extensão Rural  
Ministério de Agricultura e Pescas  
CP 1406, Maputo  
MOZAMBIQUE  
Fax : + 258 1 46 00 27  
E-mail : sg2000@sgmoz.uem.mz

## Foire à Dakar

■ FIARA 2000, la foire internationale agricole et des ressources animales du Sénégal, s'est tenue à Dakar pendant 11 jours à la mi-décembre 1999 et a attiré près de 20 000 visiteurs chaque jour. Conçue comme un lieu de rencontres pour les diverses organisations professionnelles agricoles et de prises de contact entre les producteurs et les consommateurs urbains, FIARA 2000 a été organisée par le Conseil national de concertation et de coopéra-

tion des ruraux (CNCR) et l'Association des présidents de conseil rural (APCR). Elle reflète ainsi l'ouverture des débouchés tant au niveau du commerce régional que parmi la célèbre diaspora sénégalaise en Europe, en Afrique australe et en Amérique.

Dans l'effervescence des stands d'exposition et de vente se tenait tous les jours un forum de discussion sur des thèmes d'intérêt particulier comme le rôle des femmes, la pêche et la décentrali-

sation. Le CTA a animé des débats sur la communication, engageant le dialogue avec les utilisateurs et autres partenaires sur les services qu'il déploie. En outre, il a financé la participation de cinq représentants d'organisations professionnelles agricoles d'autres pays.

▲ FIARA  
c/o CNCR  
BP 13453  
Dakar – SÉNÉGAL  
Fax : + 221 827 52 62  
E-mail : cncr@telecomplus.sn

## Des engrais à la pelle mais à prendre avec des pincettes



Respirez bien, à vos risques et périls

■ Au Sénégal, 70 000 t d'engrais phosphatés sont mises à la disposition des agriculteurs tous les ans, depuis trois ans, dans le cadre d'un programme de phosphatage de fond pour restaurer la fertilité de 300 000 ha de terres. Ce programme a été lancé par le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) et l'Association des conseils

ruraux (APCR) en 1997. Depuis, chaque paysan a droit à 8 sacs de 50 kg par hectare et par an. Seul problème : l'engrais est fourni sans mode d'emploi ! Il contient du phosphate tricalcique (50%) et du phosphogypse (50%), sous-produit de la synthèse industrielle de l'acide phosphorique. Il doit être enfoui et non pas épandu. Mal dosé, il peut abîmer les cul-

tures et augmenter la salinité des sols. Selon certains, il ne peut pas restaurer la fertilité des terres, et on le suspecte aussi de contenir des métaux lourds (cadmium, mercure et plomb) comme tous les phosphates naturels. Il aurait même intoxiqué certains utilisateurs. Pourtant, les Industries chimiques du Sénégal (ICS) qui produisent cet engrais assurent que la proportion de métaux lourds qu'il contient n'atteint pas les normes internationales admises. Du reste, certains agriculteurs du bassin arachidier l'apprécient et l'utilisent chaque année... Alors, prudence étant mère de sûreté, ce produit est à utiliser avec précaution, en suivant les conseils des techniciens.

Syfia, novembre 1999

▲ CNCR – BP 13453  
Dakar – SÉNÉGAL  
Fax : + 221 827 52 62  
E-mail : cncr@telecomplus.sn

## Rien ne se perd, tout se recycle

■ Un nouveau combustible, moins coûteux (50 FCFA) que le bois, se vend au Burkina Faso. C'est une brique faite de résidus agricoles pressés (pailles et tiges de cotonnier). Ce cylindre de 7 cm de diamètre est plus dense que le bois mais plus facile à couper et chauffe tout aussi bien. Le procédé a été conçu pour alléger la pression sur les forêts (5 Mt de bois chaque année, l'équivalent de 140 000 ha, sont utilisés comme bois de feu). Le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et le Danemark ont participé à l'installation d'une usine pilote, à 150 km de Ouagadougou, opérationnelle depuis mai 1999. Sa production actuelle (200 t) pourrait atteindre 2 000 à 4 000 t de briquettes par an.

▲ Éric Lacasse  
PNUD, BP 575, Ouagadougou 01  
BURKINA FASO  
Fax : + 226 31 04 70  
E-mail : eric.lacasse@undp.org



À lire : Le bois énergie au Sahel. Environnement et développement. CTA/Karthala/ACCT, 1990, 176 pages, ISBN 2 8653 727, n° CTA 263, 20 unités de crédit.

## Les aliments génétiquement modifiés deviendraient-ils moins dangereux ?

■ Novartis, une multinationale suisse, a mis au point un substitut à base de sucre pour remplacer les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques. Utilisés dans l'élaboration des aliments génétiquement modifiés, ces marqueurs pourraient, selon certains chercheurs, se propager à des bactéries nuisibles pour l'intestin et les rendre ainsi résistantes aux antibiotiques. La substance mise au point par Novartis, manA, est déjà présente dans des plantes bien connues, ce qui tendrait à prouver l'innocuité de cette méthode. Les gènes marqueurs révèlent si les cellules ont intégré de nouveaux paquets de gènes.

New Scientist, novembre 1999.

## Madagascar se lance dans l'exportation de spiruline

■ Madagascar se lance dans la production de la spiruline (*Spirulina* sp.), une micro-algue très riche en protéines végétales, utilisée comme complément alimentaire. La production – modeste pour l'instant – doit atteindre 50 tonnes, sous forme de poudre, dès l'année prochaine. L'algue sera produite industriellement et traitée à Tuléar, au sud-ouest de l'île. Son excellente qualité permet aux producteurs de la vendre deux fois plus cher que la spiruline chinoise, la plus connue sur le marché mondial.

Marchés tropicaux,  
8 octobre 1999, n° 2029.

## Projets de recherche

■ Un atelier sur la rédaction de demandes de financement pour des projets de recherche agricole a été organisé au Centre malgache de recherche FOFIFA à Antananarivo, en décembre 1999. Il a réuni 12 experts du Burundi, du Congo (RD), de Madagascar et du Rwanda, immédiatement après la réalisation d'un atelier similaire pour les anglophones à Nairobi. Les co-organisateurs, l'ECAPAPA et le CTA, prévoient d'éditer le matériel pédagogique utilisé lors de ces formations sous forme de manuel. De plus amples informations seront fournies dans un prochain numéro de *Spore*.

### Découvrez le sorgho par vous-même

■ L'ICRISAT, institut international de recherche agronomique des régions tropicales semi-arides, vient de lancer un module éducatif en ligne sur le sorgho. Exclusivement consacré au sorgho, ce service aborde différents aspects : biologie, techniques actuelles de reproduction, maladies et parasites et méthodes de prévention ou de prophylaxie. Malheureusement, il n'existe pas encore de version française du site.

Site Web :  
198.93.234.24/maha/sorg.htm  
E-mail : V.Mahalakshmi@cgiar.org

### Crevettes et tortues sur le chemin de la négociation

■ Récemment, les États-Unis ont refusé d'importer des crevettes de Guyana (et d'autres pays) parce que le matériel de pêche utilisé – les filets en l'occurrence – pouvait nuire aux tortues marines. Les pays producteurs de crevettes ont porté plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce qui leur a donné raison. En revanche, l'OMC reconnaît que le commerce peut nuire à l'environnement et accorde le droit aux États-Unis de protéger les tortues. À condition d'entamer d'abord des négociations, au lieu d'imposer des règles unilatérales.

### Fixation de l'azote biologique en Afrique : perspectives

■ Le prochain congrès de l'Association africaine pour la fixation de l'azote biologique (AABNF), consacré aux enjeux et impératifs de la recherche et des applications au XXI<sup>e</sup> siècle, se déroulera du 25 au 29 septembre à Nairobi, au Kenya.

Organising Committee  
AABNF Congress  
Botany Department  
University of Nairobi  
PO Box 30197  
Nairobi – KENYA  
Fax : + 254 2 622 733  
E-mail : biofix@arcc.or.ke

## Le Cameroun n'exportera plus son bois précieux

■ Le Cameroun a décidé de ne plus exporter d'acajou (*Khaya ivorensis* ou *anthotheca*) ni de sapelli (*Entandrophragma cylindricum*), deux essences réputées qui représentaient jusqu'à présent près de 70 % des exportations de bois. Une vingtaine d'autres espèces sont aussi concernées. Par ailleurs, 69 espèces seront surtaxées de 3 000 FCFA/m<sup>3</sup> (4,58 €) à l'exportation. Le décret que vient de publier le gouvernement camerounais est l'aboutissement d'un processus enclenché depuis une dizaine d'années : l'augmentation du taux obligatoire de transformation sur place (25 % en 1968, 60 % en 1981, 70 % en 1994). Il régleme sévèrement le commerce du bois dont les exportations (deuxième poste) ont représenté 7 % du PNB en 1998, avec

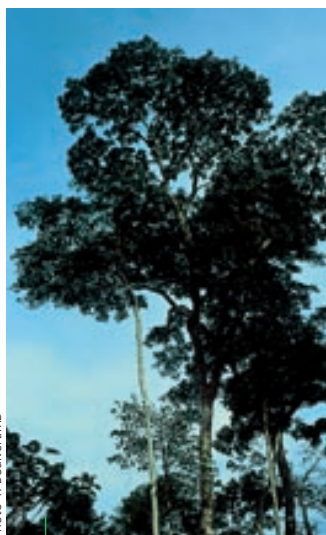


Photo Y. Bouvier/IRD

Un défi : couper moins pour gagner plus

2,7 millions de m<sup>3</sup>. Il vise à accélérer le développement de l'in-

dustrie locale de transformation du bois, à favoriser la création de nouveaux emplois et à exporter des produits à haute valeur ajoutée. Les usines devront être performantes, avec une productivité et des rendements proches des usines européennes ou asiatiques, mais leur potentiel de transformation ne devra pas excéder la capacité biologique de la forêt. "C'est un risque qu'il faut évaluer et prévenir par une politique industrielle appropriée", prévient Jean-Christophe Carret, du Centre d'économie industrielle de l'École des mines en France. D'ores et déjà, les investissements ont atteint 40 milliards de FCFA (61 millions d'euros). Et la capacité de transformation locale a augmenté de plus d'un million de m<sup>3</sup>!

## Ça pousse dans les villes

■ L'agriculture fait depuis longtemps partie du paysage urbain. Aujourd'hui, elle s'enracine dans tous les recoins de la vie citadine (voir *Spore* n° 82). Pour assurer leur survie, nombreux sont les citadins du Sud et du Nord qui cultivent des plantes ou élèvent des animaux qu'ils vendent ensuite sur les marchés de la ville. Si l'agriculture urbaine contribue également à la sécurité alimentaire de la ville et à son écologie, elle pose toutefois des problèmes d'adduction d'eau, d'accès à la terre, de santé et d'hygiène.

Ce sont ces thèmes, entre autres, qui ont été placés au cœur du débat lors du séminaire "Growing Cities, Growing Food – Urban Agriculture on the Policy Agenda" qui s'est tenu à La Havane (Cuba) en octobre 1999. Cette rencontre a été organisée par l'ACPA (Association cubaine de production animale), les agences allemande et suédoise de développement GTZ et SIDA, la Fondation ETC et le CTA. Elle a rassemblé 70 experts de plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe.

Parmi leurs conclusions, la nécessité d'une plus grande sensibilisation, d'un meilleur échange d'informations, d'une plus grande participation des urbanistes et des décideurs, sans oublier des idées nouvelles pour de nouveaux pro-

jets concernant le recyclage des eaux usées et des déchets organiques au service de la production agricole en milieu urbain, la santé publique et la protection de l'environnement. Les actes de cette réunion seront publiés à la mi-2000.

En attendant, la série d'essais *For Hunger-proof Cities* publiés par le CRDI (ils seront prochainement disponibles en version française) constitue une remarquable introduction à l'agriculture ur-

baine. Ces essais traitent plusieurs thèmes : les systèmes de production alimentaire en milieu urbain, l'accès des citadins aux vivres, l'agriculture de quartier et les méthodes de production hors sol comme les cultures hydroponiques sur les toits et l'apiculture.

Centre de recherche pour le développement international  
BP 8500, Ottawa, ON, K1G 3H9.  
CANADA – Fax : +1 613 563 2476  
E-mail : pub@idrc.ca

## Qui brevète le vivant ?

■ Les droits sur l'obtention végétale (DOV) consistent à protéger juridiquement des plantes sélectionnées et améliorées. Mais les demandes de DOV enregistrées dans les pays en développement proviennent surtout de produc-

teurs étrangers à ces pays (grandes sociétés du secteur agro-industriel). C'est ce qu'illustre le graphique ci-dessous, dans trois pays ayant accordé ces droits aux sélectionneurs : Afrique du Sud, Kenya et Argentine.

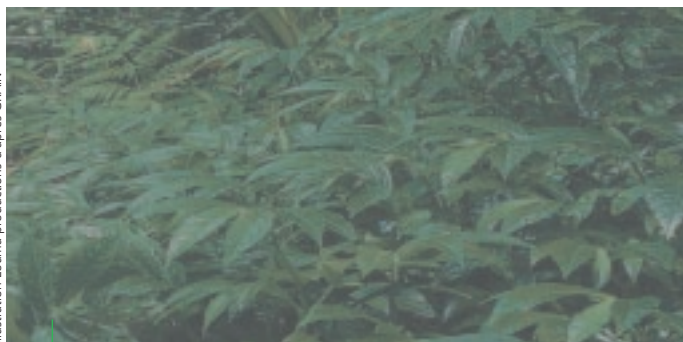


Illustration Louma productions d'après GRAIN

Grande braderie des droits d'obtention végétale

Source : GRAIN (Genetic Resources Action International), octobre 1999

## Heureux mariages

■ L'hévéaculture n'est pratiquée au Gabon que depuis une quinzaine d'années, mais on y teste depuis quelque temps l'association de l'hévéa (*Hevea brasiliensis*) avec les cultures vivrières pour améliorer la productivité des parcelles. Traditionnellement, on utilise les interlignes des hévéas pour un seul cycle de cultures vivrières, aux rendements souvent faibles. Des expérimentations ont permis de définir de nouvelles associations de cultures, praticables avec peu d'in-

trants et sans matériel particulier. Elles permettent de compenser la période improductive de l'arbre dans sa jeunesse (cinq à sept ans). Les successions de cultures qui conviennent le mieux aux sols forestiers sont surtout l'association riz-arachide pendant deux à trois cycles, dans une moindre mesure du plantain pendant un cycle, ou du manioc en culture annuelle, ou enfin des légumes avec du riz, de l'arachide et du plantain pendant un ou deux cycles. Les avantages de telles

associations sont nombreux : les travaux de défrichage sont réduits, les hévéas croissent mieux, les revenus des planteurs augmentent et se diversifient. Une condition pourtant : les parcelles de culture doivent être proches des villages pour faciliter leur accès et l'écoulement des produits.

Plantations, recherche, développement, n° 1, 1999.

▲ Centre d'appui technique à l'hévéaculture  
BP 643, Libreville – GABON

## L'agriculture urbaine sur les ondes



Photo CTA

■ Pour des millions de citadins entassés dans les villes, cultiver des légumes en pots ou élever des cobayes en cage n'est pas un passe-temps, mais une nécessité pour l'alimentation ou comme source de revenus. Le Réseau de radios rurales des pays en développement (DCFRN) leur propose des conseils en agriculture et élevage "en ville". Et pour mieux se faire entendre, il diffuse des textes de vulgarisation écrits en anglais, français, espagnol et traduits dans les langues locales. Vingt-cinq millions de personnes dans le monde ont déjà appris, par exemple, à transformer leur toit en potager suspendu. Les ser-

vices du DCFRN sont gratuits. Seule contrainte : posséder un transistor (voir aussi *Spore* n° 84).

▲ Réseau de radios rurales des pays en développement  
366, Adelaide Street West  
Suite 706  
Toronto, Ontario – CANADA M5V 1R9  
Fax : + 1 416 971 52 99  
E-mail : dcfm@web.net  
Site Web : www.web.net/~dcfrn/français/index.htm



La radio au service du monde rural des pays ACP : répertoire 1998. Ce répertoire présente une information détaillée sur les stations de radio rurale de 71 pays ACP ainsi que sur les principales organisations partenaires de ces stations rurales à l'échelon national et international.  
CTA, 1999, 320 pages  
ISBN 92 9081 2060  
n° CTA 942, 20 unités de crédit.

## Rien de tel qu'un petit business

■ Les petites entreprises agroalimentaires sont très importantes car elles créent de l'emploi et garantissent la subsistance de nombreuses familles tout en contribuant à l'économie et à la sécurité alimentaire.

Du 30 novembre au 3 décembre 1999, le CTA, le CIRAD, le ministère français des Affaires étrangères et l'ENDA GRAF Sahel (Sénégal) ont co-organisé un séminaire sur la petite entreprise agroalimentaire en Afrique occidentale et centrale. Harmonisé avec une série de quatre études et d'ateliers régionaux en Afrique, ce séminaire a accueilli 60 personnes. Son objectif : évaluer l'importance du secteur et ses principales contraintes, examiner les moyens de l'appuyer et de le renforcer. Quatre grands thèmes étaient à

l'ordre du jour : savoir et éducation, accès au crédit, marketing et qualité des produits, et promotion de nouveaux moyens d'appui.

L'éducation et la formation en matière d'hygiène, de gestion des ressources humaines, de gestion des stocks et de contrôle de la qualité sont des domaines où les besoins sont énormes. L'accès au crédit reste un problème dû essentiellement à l'éloignement des entreprises et à leur aspiration à bénéficier de longs prêts à des taux préférentiels. En ce qui concerne le marketing et le contrôle de la qualité, les contraintes majeures tiennent à l'éloignement des marchés et aux insuffisances des techniques de transformation et de conditionnement, au manque d'informations sur les questions d'hygiène, et à un déficit de



Photo B. Favre

**Demande d'urgence :  
crédit, hygiène et techniques  
de commercialisation**

connaissances quant aux préférences des consommateurs et au mode de fonctionnement de la concurrence. De nombreux participants ont souligné la nécessité d'apporter davantage de soutien et de conseils à ce secteur.

## L'avenir des régions rurales

■ Les interactions, les contradictions ou encore les opportunités qui se produisent entre les processus locaux et mondiaux et les effets de ces interactions sur les communautés rurales seront les principaux thèmes abordés lors d'un symposium international sur la globalisation et ses enjeux pour l'agriculture familiale. Ce symposium organisé par l'Association internationale sur les systèmes de production (IFSA) se tiendra en anglais du 27 au 29 novembre 2000 à Santiago du Chili.

▲ IFSA  
Casilla 228, Correo 22  
Santiago – CHILI  
Fax : + 56 2 236 4558  
E-mail : ifsa@rimisp2.cl  
Site Web :  
www.rimisp.cl/ifsa\_jesa2000.html

## Formation en agro-écologie

■ Le Centre écologique Albert Schweitzer organise, en septembre 2000, une formation à la lutte phytosanitaire en agro-écologie.

▲ Centre écologique  
Albert Schweitzer  
01 BP 3306, Ouagadougou 01  
BURKINA FASO  
Fax : + 226 34 10 65  
E-mail : ceas-rb@fasonet.bf

## Le Ghana privatise les exportations de cacao

■ Le gouvernement ghanéen a annoncé la privatisation de la Product Buying Company qui centralise l'achat aux producteurs et l'exportation d'environ 70 % du cacao récolté dans le pays. Le Ghana est le second producteur mondial avec 409 000 t de fèves pour l'exercice 1998-1999, derrière la Côte d'Ivoire (1,15 Mt).

Marchés africains,  
décembre 1999.

## Séminaire en Suisse

■ Notre alimentation fait la part de plus en plus belle aux plats pré-cuisinés et aux "formules" des chaînes de restauration rapide. Pour aider les producteurs d'aliments biologiques à s'adapter à cette tendance, l'IFOAM (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique) organise son premier séminaire international sur les aliments organiques, axé sur le maintien de la qualité. La manifestation se déroulera à Bâle (Suisse), les 29 et 30 août 2000.

▲ Institut de recherche de l'agriculture biologique  
Ackerstrasse Postfach  
5070 Frick – SUISSE  
Fax : + 41 62 865 72 73  
E-mail : ifoam2000@fibl.ch  
Site Web : www.ifoam2000.ch

# ENDA GRAF Sahel : une vocation d'animateur



Les populations possèdent des capacités d'innovation qu'il faut révéler et mobiliser afin de les aider à améliorer leurs conditions de vie et leur gestion des ressources. Le constat n'est pas nouveau. Ce qui est plus original, en revanche, c'est la stratégie développée par ENDA GRAF Sahel (GRAF signifiant Groupes de recherche-actions-formations). Cette structure constituée en 1975 à Dakar (Sénégal) a adopté une démarche fondée sur quelques principes clés : partir des situations vécues sur le terrain, valoriser les dynamiques existantes, décroiser les savoir-faire grâce à des réseaux où techniciens, animateurs, paysans et institutions d'appui échangent et se forment de manière égalitaire.

En Afrique de l'Ouest, ENDA GRAF mène chaque année plusieurs programmes d'appui aux initiatives paysannes, de valorisa-

tion des ressources locales et d'animation de réseaux. Par exemple, le programme de développement local de Mont-Rolland au Sénégal est orienté vers la gestion des ressources naturelles (agriculture, élevage, etc.) et vise à renforcer les compétences (formations, alphabétisation, échanges avec d'autres organisations). Les communautés rurales du département de Louga bénéficient d'un autre programme axé sur la sécurité alimentaire et institutionnelle des groupes les plus défavorisés. ENDA GRAF apporte son appui dans les domaines de la formation et de la planification de projets en matière de pêche, maraîchage, élevage, agriculture, santé, emploi et tourisme. La constitution d'un réseau d'échange de marchandises et de services à Dakar illustre pour sa part l'approche d'ENDA GRAF

en matière de valorisation des innovations populaires. Baptisé Doole ("la force de l'union" en wolof), ce réseau a été "monté" par un groupe de femmes appuyées par ENDA GRAF. Il regroupe quelque 550 membres des SEC (Systèmes d'échanges communautaires) qui n'utilisent pas la monnaie nationale mais des bons d'échange libellés en heures de service. Avec ces bons, ils peuvent acheter des marchandises aux marchés et à la boutique du réseau, payer les services d'un autre membre (électricité, cours de conduite, broderie, etc.), ou suivre des formations (alphabétisation, langues, informatique, gestion, etc.) dispensées à "l'Université" du réseau par certains de ses adhérents. Par ailleurs, les membres du réseau Doole peuvent travailler dans des "chantiers communautaires" rémunérés en bons d'échange.

ENDA GRAF publie aussi des ouvrages qui témoignent de la richesse des ressources humaines pour peu qu'elles soient libérées des modèles qui entravent leur créativité. Dans la collection intitulée "Recherches populaires", paysans, pasteurs ou agents de développement sont appelés à valoriser les résultats de leurs investigations dans des récits "à plusieurs voix".

ENDA GRAF Sahel compte aujourd'hui 11 antennes, dont 7 à Dakar, 1 au Bénin, 2 en Guinée Conakry et 1 en Belgique.

ENDA GRAF Sahel  
Cité millionnaire  
BP 13069  
Dakar - SÉNÉGAL  
Fax : + 221 827 20 25  
E-mail : [forumpop@enda.sn](mailto:forumpop@enda.sn)  
Site Web :  
[www.enda.sn/graf/index.htm](http://www.enda.sn/graf/index.htm)

## ISHS, un réseau international très ramifié



Souhaitez-vous débattre des résultats de vos travaux sur les plantes forestières à potentiel horticole? Vous trouverez un interlocuteur au Kenya. Si vous vous intéressez à l'ananas, à la production de légumes tropicaux ou aux tubercules, vous pourrez vous adresser à des chercheurs d'Hawaï, de Taïwan ou de Nouvelle-Zélande. Ces experts sont membres de l'ISHS (International Society for Horticultural Science), un réseau regroupant des spécialistes, des chercheurs et des étudiants désireux de développer la coopération internationale.

Aujourd'hui, l'ISHS compte environ 3 800 membres inscrits à titre individuel et 270 membres représentant des organisations dans plus de 100 pays. Quoique modestement représentés, les pays ACP sont très actifs à l'ISHS. Le secrétariat du réseau, installé en Belgique, coordonne les adhésions et gère les publications de la société. L'ISHS publie *Acta Horticulturae*, revue consacrée pour l'essentiel aux actes des symposiums de la Société, ainsi que le *Dictionary of Horticulture*<sup>1</sup>.

Le secrétariat assure également la liaison avec les nombreux sous-groupes de l'ISHS. Actuellement, six sections s'occupent des principales variétés horticoles cultivées dans le monde (fruits, plantes médicinales, tubercules et racines, légumes, etc.) et douze commissions se penchent sur diverses disciplines scientifiques et techniques, comme la biotech-

nologie, l'économie et la gestion, l'enseignement et la formation, la protection des plantes, l'après-récolte, l'horticulture urbaine et les ressources phytogénétiques. Ces sections et commissions ont créé près de 90 groupes de travail, chargés d'étudier des domaines bien précis. Certains groupes particulièrement actifs organisent des colloques, disposent d'un site Web et publient des lettres d'information consacrées notamment à l'après-récolte ([www.ishs.org/sci/ph12000.pdf](http://www.ishs.org/sci/ph12000.pdf)) et aux fruits ([www.ishs.org/sci/frtnwslt.htm](http://www.ishs.org/sci/frtnwslt.htm)). Ils participent aussi à d'autres réseaux comme celui consacré aux cucurbitacées ([www.cucurbit.org](http://www.cucurbit.org)).

Pour prendre part aux activités de ces groupes, il faut être membre de l'ISHS. La cotisation annuelle est de 35 € pour les particuliers, de 146 € pour les organisations et de 12 € pour les étudiants. Les ressortissants des pays

en développement paient un montant identique, mais la durée de l'inscription est étendue à deux ans.

Tous les membres reçoivent chaque année un annuaire dans lequel figurent pratiquement tous les spécialistes horticoles du monde, ainsi que la revue trimestrielle *Chronica Horticulturae*. Ils peuvent obtenir *Acta Horticulturae* à un tarif préférentiel et bénéficient de réductions substantielles sur les frais d'inscription aux 30 symposiums spécialisés que l'ISHS organise chaque année.

<sup>1</sup> Elsevier, 1990, publié en 10 langues.  
ISBN 0-444-88062-3,  
prix : 200 €.

Secrétariat de l'ISHS  
K. Mercierlaan 92  
3001 Louvain  
BELGIQUE  
Fax : + 32 16 22 94 50  
E-mail : [info@ishs.org](mailto:info@ishs.org)  
Site Web : [www.ishs.org](http://www.ishs.org)

# Publications

## Terre nourricière



■ Les Nations unies l'avaient prévu : nous sommes six milliards d'êtres humains à nous partager la planète. Nous serons 9 milliards ou plus en 2050 (voir *Spore Spécial 2000*, pages 8/9). L'agriculture qui assure aujourd'hui l'essentiel des ressources alimentaires des populations du monde sera-t-elle capable de faire face à une demande nutritionnelle accrue sans dégrader la planète ? À quelles innovations technologiques faudra-t-il faire appel pour assurer dans toutes les régions du monde une alimentation satisfaisante tant en quantité qu'en qualité ? Quels pro-

grammes de recherche faut-il développer pour prendre en temps utile les précautions et les garanties nécessaires face aux risques majeurs qui menacent l'avenir ? Telles sont les questions abordées dans cet ouvrage qui propose quelques éléments de réponse.

Alimentation mondiale 2050. Bien nourrir les hommes sans dégrader la Planète  
Éditions de l'Harmattan, 1999  
5-7, rue de l'École polytechnique  
75005 Paris – FRANCE  
Fax : + 33 1 43 25 82 03  
E-mail : harmat@worldnet.fr  
176 pages  
ISBN 2-7384-8168-X  
Prix : 95 FF/14,48 €

## Créer et rentabiliser son entreprise de séchage agroalimentaire



■ Dans les pays en développement, on assiste à une multiplication de petites entreprises qui cherchent à valoriser les productions agricoles en approvision-

nant les marchés de produits séchés. La création d'une entreprise de séchage requiert au préalable d'avoir une vision générale des atouts et des contraintes spécifiques à ce secteur. Ce guide en quatre parties fournit les informations et les outils nécessaires au démarrage d'une telle entreprise. La première partie définit l'unité de séchage et décrit le contexte dans lequel s'inscrit la création de l'entreprise. La deuxième est un rappel méthodologique sur la démarche d'élaboration d'un projet et un certain nombre de composantes telles que l'étude du marché et son identification, l'analyse économique du projet, le choix du

séchoir. La troisième partie présente les différents marchés des unités de séchage artisanales. La quatrième enfin fournit quelques pistes de réflexion pour rentabiliser l'activité. Schémas explicatifs et illustrations contribuent à rendre attractive la lecture de ce manuel pratique.

Guide d'aide à la décision pour la création d'unités artisanales de séchage agroalimentaire  
Éditions du GERES, 1999  
2, cours Maréchal Foch  
13400 Aubagne – FRANCE  
Fax : + 33 442 03 01 56  
E-mail : geres@worldnet.fr  
Site Web : [http://services.worldnet.net/geres\\_fr](http://services.worldnet.net/geres_fr)  
ISBN 2-86844-105-X  
107 pages  
Prix : 125 FF/19,05 €

## CSN<sup>-</sup> + H<sub>2</sub>O<sub>2</sub> = LPS ou le moyen de conserver le lait



■ Le lait, surtout dans les pays chauds, ne conserve pas longtemps ses vertus nutritionnelles et immunitaires. Quelque deux heures à peine après la traite, les

éléments qui le composent (la lactoperoxydase, le thiocyanate oxydé et le peroxyde d'hydrogène) perdent leur pouvoir antibactérien. Le système LPS, ou système de conservation du lait par la lactoperoxydase, "pourrait offrir une solution aux paysans isolés désireux de commercialiser leur lait, mais trop souvent gagnés par le temps", disait-on dans *Spore* n° 80 (page 9). Ce manuel, simple et illustré,

explique le mécanisme, les avantages et les modalités d'application de ce système antibactérien naturel et inoffensif. Attention toutefois ! C'est au centre de ramassage du lait et par du personnel qualifié que les opérations requises doivent être effectuées.

Manuel sur la lactoperoxydase pour la manutention et la conservation du lait  
FAO, 1999  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome – ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 3360  
36 pages  
ISBN 92-5-204254-7  
Prix : 8,00 \$/8,00 €

## Pauvreté, décentralisation et changement social. Éléments pour la reconstruction d'une société politique

■ La lutte contre la pauvreté, le démontage des mécanismes générateurs d'exclusion, la fin de l'exploitation sont conditionnés par le succès d'une décentralisation généralisée à tous les secteurs de la vie. Cet ouvrage aborde un thème d'actualité – celui de la décentralisation – avec pour hypothèse qu'elle devrait contribuer "à libérer la richesse qui dort en chacun de nous".

ENDA GRAF Sahel, 1999  
BP 13069 Grand Yoff  
Dakar – SÉNÉGAL  
Fax : + 221 8273215  
E-mail : graf@enda.sn  
174 pages  
ISBN 92-9130-020  
ISSN 08 50-85-26  
Prix : 3 000 FCFA/4,57 € (Afrique) ; 65 FF/9,90 € (Europe)

## Effets de la mondialisation sur le secteur agricole et les communautés rurales des pays ACP

Auteur : P. Robbins.  
Document de travail CTA  
n° 8008, 1999, 52 pages, 0 unité de crédit.

## Étude documentaire sur la gestion des terroirs en Afrique subsaharienne

Auteur : M. van de Sand.  
Document de travail CTA  
n° 8011, 1999, 26 pages, 5 unités de crédit.

## Nouveaux périodiques

■ Deux nouveaux périodiques sont nés à la fin de l'année 1999.

• *Sciences au Sud*, le journal de l'IRD, remplace les deux anciens supports d'information de l'ex-Orstom. Véritable tribune d'échanges et d'informations, il paraîtra cinq fois par an. Il s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux actions de recherche, de formation et d'expertise menées par l'IRD dans les pays en développement (1).

• *Agri-Culture* est un mensuel d'information générale et technique sur le monde rural. Il consacre ses colonnes à des événements d'actualité (séminaires, journée mondiale de l'alimentation...), à l'analyse des marchés (coton, filière porcine...) ou encore à des sujets plus pointus comme la micro-finance au service de la femme rurale (2).

(1) *Sciences au Sud*, IRD,  
213, rue La Fayette  
75480 Paris cedex 10 – FRANCE  
Fax : + 33 1 48 03 08 29  
Prix : 25 FF/3,81 € (le numéro)

(2) *Agri-Culture*, Qut. Sèmè  
Abomey – Calavi  
03 BP 0380, Cotonou – BÉNIN  
Prix : 250 FCFA/0,38 € (le numéro)

## Femmes peules du Burkina Faso. Stratégies féminines et développement rural

■ Par-delà le cas (qui ne saurait être isolé) des femmes peules du Burkina Faso, ce livre fait comprendre les phénomènes sociaux qui se tissent dans le contact entre les cultures locales et les interventions de développement. L'auteur observe et analyse les troubles et les contradictions manifestés lors des rencontres de ces villageoises avec les acteurs du développement. Des troubles et des contradictions qui offrent des opportunités et des marges de manœuvre que les femmes savent saisir.

Auteur : Françoise Puget  
Éditions de L'Harmattan, 1999,  
collection "Études africaines"  
5-7, rue de l'École polytechnique  
75005 Paris – FRANCE  
Fax : + 33 1 43 25 82 03  
ISBN 2-7384-8389-5  
Prix : 160 FF/24,39 €

## La famille africaine

La famille subit partout une mutation rapide due à la modernisation, au développement, à la crise économique. La famille en Afrique ne fait pas exception. Quels changements a-t-elle subis ? Prise entre tradition et modernité, elle demeure toutefois l'unité sociale la plus fondamentale. Ce livre qui aborde plusieurs sujets la concernant, et notamment son rôle dans les processus de développement, contribue à faire comprendre les impératifs culturels, institutionnels et sociologiques qui devraient guider les politiques démographiques et les programmes de développement.

Éditions Karthala, collection  
"Questions d'enfances", 1999  
22-24, boulevard Arago  
75013 Paris – FRANCE  
ISBN 2-865537-942-6  
328 pages  
Prix : 160 FF/24,39 €

## La question énergétique au Sahel

La totalité de la consommation d'énergie des pays sahéliens représente 1 % de celle de la seule agglomération de New York ! Malgré sa faiblesse, cette consommation domestique suffit à détruire un environnement forestier fragile. L'analyse de la situation (faible niveau de développement, forte croissance démographique...) dessine un avenir préoccupant. Il est probable, si les tendances ne sont pas inversées, que la communauté internationale sera rapidement confrontée à la nécessité de fournir au Sahel une aide énergétique.

Co-édition Karthala/IRD, 1999  
22-24, boulevard Arago  
75013 Paris – FRANCE  
ISBN 2-86537-867-5  
176 pages  
Prix : 100 FF/15,24 €

## Poissons sous protection



■ Le poisson, c'est bon, mais c'est fragile ! Deux documents techniques publiés par la FAO rappellent les précautions à prendre lors

de la capture et de la manipulation. Conçu comme un manuel de formation, le premier analyse les industries de transformation des produits de la pêche. Son objectif : encourager la gestion réfléchie des ressources aquatiques existantes dans un contexte où le développement peut difficilement être envisagé par l'augmentation des captures. Le second ouvrage fait le point sur les connaissances récentes en matière de qualité et d'altération du poisson frais. Il traite des aspects fondamentaux de la biologie du poisson, de sa composition chimique et de ses modifications post-mortem. Son objectif : jeter des bases permettant d'optimiser

les procédés de manutention des captures et d'obtenir une durée de conservation maximale.

Ingénierie économique appliquée  
aux industries de la pêche  
Document technique sur les pêches  
n° 351, 1999  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome – ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 3360  
334 pages  
ISBN 92-5-203738-1  
Prix : 27 \$/27 €

La qualité et son évolution  
dans le poisson frais  
Document technique sur les pêches  
n° 348, 1999  
FAO  
(adresse ci-dessus)  
206 pages  
ISBN 92-5-203507-9  
25 \$/25 €

## Des petits ouvrages de moins de 15 mètres de hauteur

■ Depuis une quarantaine d'années de nombreux petits barrages contribuent à satisfaire les besoins en eau des pays d'Afrique sahélienne et centrale. La plupart ont été réalisés à l'aide de techniques éprouvées. Cependant, ils se caractérisent par une relative uniformité dans la conception. Résultat : on rencontre à peu près les mêmes problèmes sur chacun d'eux. Ce livre propose un certain nombre de variantes techniques susceptibles de résoudre ces problèmes. Destiné aux concepteurs et aux maîtres d'œuvre, il traite de la conception des évacuateurs de crue et



des ouvrages annexes, de la conception des barrages en remblai, en maçonnerie, en béton,

puis du chantier de construction en détaillant l'exécution de chaque type d'ouvrage. Un dernier chapitre consacré à la surveillance et à l'entretien clôt ce manuel qui pourra être utilement consulté par les services techniques des maîtres d'ouvrage.

Technique des petits barrages en  
Afrique sahélienne et équatoriale  
EIER/CEMAGREF Éditions, 1999  
EIER  
03 BP 7023  
Ouagadougou – BURKINA FASO  
Fax : + 226 31 27 24  
E-mail : eier@eier-univ-ouaga.bf  
416 pages  
ISBN 2-85362-511-7  
Prix : 20 000 FCFA/30,49 €

## La privatisation du commerce d'exportation sur la sellette

■ Le secteur des exportations de produits agricoles a fortement



évolué ces dernières années à la suite des programmes d'ajustement structurel appliqués sur tout le continent africain. Les offices de commercialisation ont été en grande partie remplacés par des exportateurs, transformateurs et négociants du secteur privé. Le transfert de responsabilités de l'État au secteur privé s'est assez bien déroulé. Toutefois, des problèmes demeurent, notamment au niveau de l'approvisionnement en intrants, de la qualité des cultures et de la transformation. Ce bulletin aborde la ques-

tion de la libéralisation des cultures d'exportation en Afrique d'un point de vue tant théorique que pratique, il cerne les problèmes rencontrés et indique les solutions apportées. Il devrait intéresser les décideurs africains, les organismes qui ont poussé aux réformes et le secteur privé.

Libéralisation du secteur des cultures  
d'exportation en Afrique. Bilan.  
FAO, bulletin des services agricoles  
n° 135, 1999  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome – ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 3360  
116 pages  
ISBN 92-5-204258-X  
Prix : 20 \$/20 €

## Arrêt sur images

■ "Ce matin à Darou (Sénégal), tous les villageois se réunissent sous l'arbre à palabres..." Ainsi commence cette bande dessinée publiée par le Réseau d'information des terres arides (RITA). Son objectif : faire comprendre le nouveau code forestier en application dans le pays, son bien-fondé, son cadre juridique, ses modalités d'application, le rôle de l'État et celui des citoyens. Modèle du genre, ce petit ouvrage illustre parfaitement combien le dessin (réaliste, ancré dans le quotidien des lecteurs) combiné à un scénario simplissime peut se substituer avantageusement aux grands discours et dynamiser les messages les plus compliqués.



Comprenez-vous le nouveau code forestier ?  
RITA, 1999  
CP 3, Dakar-Fann – SÉNÉGAL  
Fax : + 221 827 31 37  
E-mail : ritalin@sonatel.senet.net  
22 pages  
Distribué gratuitement

## Pour mieux veiller au grain

■ Riches ou pauvres, la plupart des populations du globe dépendent d'une céréale – blé, maïs, seigle, riz, sorgho ou mil, selon l'endroit et le portemonnaie – qui forme la base de leur alimentation. Du fait de cette dépendance et des variations dans les réserves de grains, de nombreuses familles souffrent périodiquement de pénuries ou sont confrontées à des inégalités sociales ou économiques dans leur village ou dans leur région. D'où l'idée d'établir des banques de céréales, c'est-à-dire des coopératives villageoises de stockage des grains, en vue d'atténuer, sinon de résoudre, les problèmes de pénurie en période de soudure et de fluctuation des prix des céréales pendant l'année. Les banques de céréales sont nombreuses au Mali et dans d'autres pays d'Afrique où elles constituent un maillon important de la filière céréalière. Basé sur l'expérience au Mali, ce guide examine le fonctionnement et la gestion de différents types de banques, et donne des indications sur les techniques de stockage et de conservation des grains. Des modèles de registres, fiches de suivi et autres documents de gestion sont fournis en annexe.

Guide pratique des banques de céréales au Mali  
Auteur : A. Keita  
Coédition CTA/Éditions Jamana, 1999  
126 pages  
ISBN 2-910454-73-8  
N° CTA 966, 10 unités de crédit  
Coopérative culturelle Jamana  
BP 2043, Bamako – MALI  
Fax : + 223 29 76 39  
E-mail : jamana@malinet.ml  
Prix : 4 123 FCFA/6,29 € (règlement à l'avance avec bon de commande)

Coupe à blanc : activités illégales d'exploitation forestière et de commerce du bois dans les tropiques  
Éditions du CRDI, 1999  
BP 8500  
Ottawa (Ontario)  
CANADA K1G 3H9  
Fax : + 1 613 563 2476  
E-mail : pub@idrc.ca  
Site Web : www.idrc.ca/books/897.html  
150 pages  
ISBN 0-88936-897-X  
Prix : 25 \$/25 €

## Les champs de cacao : un défi de compétitivité Afrique-Asie

Cet ouvrage présente l'étude comparative de la filière cacao des trois premiers pays producteurs : la Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Indonésie. La mise en perspective de la compétition entre ces trois géants du cacao permet de dégager quelques tendances. Si l'avenir de la filière dans les pays ouest-africains est conditionnée par la baisse des surcoûts supportés par les producteurs, la bonne performance de la cacaoculture indonésienne est cependant menacée par l'arrivée de nouveaux ravageurs. Mais, dans ce secteur, tout évolue et très vite...

Co-édition CIRAD/Karthala, 2000  
La Librairie du CIRAD  
BP 5035  
34032 Montpellier cedex 1  
FRANCE  
ISBN 2-87614-378-X  
224 pages  
Prix : 140 FF/21,34 €

## Bien mal acquis ne profite jamais... durablement

■ Les activités illégales d'exploitation forestière et de commerce du bois figurent parmi les principales causes de dégradation des forêts dans le monde. Du Paraguay à la Sibérie, de la Thaïlande au Canada, en Afrique comme en Asie, des exploitants peu scrupuleux des lois dégradent les grands espaces forestiers. Leurs pratiques ne menacent pas seulement la biodiversité des forêts. Elles mettent aussi en péril les collectivités dont le mode de subsistance repose quasi exclusivement sur les ressources forestières. Pour résoudre ce problème mondial, les pays concernés doivent mettre en œuvre les lois déjà existantes et des procédures garantissant leur respect. Cet ouvrage invite à une profitable

réflexion sur les moyens d'y parvenir. Après un survol de la situation dans le monde ainsi que d'intéressantes propositions pour élaborer une réglementation des forêts, il s'achève sur une recommandation qui devrait être la philosophie de toute gestion durable d'un bien : mettre un terme à la course aux profits.

## Le coût de l'eau solaire au Mali

■ Le Mali est l'un des pays africains les plus équipés en systèmes de pompage solaire (400 pompes solaires photovoltaïques y sont installées). Cet ouvrage rassemble les résultats d'une analyse sur le coût de l'eau pompée à partir de l'énergie solaire en fonction des modes d'utilisation (usage domestique, élevage, irrigation, etc.). Il présente les prix de vente de l'eau pratiqués dans diverses régions du Mali et définit le domaine d'utilisation des pompes photovoltaïques. Une utilisation qui n'est pas limitée aux frontières du Mali.

Éditions pS-Eau, MAE-Coopération et Francophonie, collection "Études et travaux", 1999  
GRET  
Librairie-Diffusion  
211-213, rue La Fayette  
75010 Paris – FRANCE  
Fax : + 33 1 40 05 61 10  
E-mail : librairie@gret.org  
ISBN 2-86844-104-1  
60 pages  
Prix : 50 FF/7,62 €

## Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement

agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@triops.de – Site Web : http://www.triops.de

## Édition spéciale

■ **Défis Sud**, le magazine de l'ONG belge SOS Faim, a édité un numéro spécial intitulé "Les enjeux de l'agriculture au XXI<sup>e</sup> siècle". Le sujet est abordé sous ses multiples aspects (lois du marché, OGM, environnement, sécurité alimentaire) par des spécialistes de renommée. Une édition de référence.

Défis Sud n° 39  
SOS Faim ASBL, 1999  
4, rue aux Laines  
1000 Bruxelles – BELGIQUE  
Fax : + 32 2 511 22 38  
E-mail : info@sosfaim.be  
Site Web : www.sosfaim.be  
42 pages  
Prix : 125 FB/3,81 €

# Boîte postale 380

En plus du courrier que nos lecteurs nous envoient régulièrement, nous avons reçu des commentaires sur notre supplément du millénaire (voir *Spore* 84). Vos lettres, télécopies et e-mails sont toujours les bienvenus aux adresses indiquées ci-contre, que vous désiriez nous communiquer vos idées et souhaits ou nous faire part de vos points de vue sur les divers scénarios de développement agricole dans les pays ACP. En publiant le courrier de ses lecteurs, *Spore* ne cautionne pas nécessairement leurs avis ou les informations qu'ils diffusent.



## La réduction de la pauvreté est-elle possible ?

■ **I. Thuwein** nous interpelle de Tanzanie : "La guerre, le paludisme, le sida et la faim font partie du quotidien en Afrique et sont à la racine de la pauvreté au même titre que la sécheresse ou les inondations. La malnutrition, la médiocrité des communications et des infrastructures commerciales sont des problèmes auxquels de nombreux Africains sont confrontés, sans oublier que l'environnement ne cesse de se dégrader et la population d'augmenter. La corruption est présente partout ; les ressources naturelles comme l'eau, la forêt et la faune sauvage sont détruites en permanence. Mais les dirigeants africains sont perpétuellement absents, participant à des séminaires, ateliers, tours et autres rencontres en Europe et dépensant des millions de devises étrangères qui sont le travail des pauvres gens. La réduction de la pauvreté est-elle possible ? J'en doute fort, mais je souhaite le succès à ceux qui se battent."

## Le point de vue des vulgarisateurs villageois

■ Toujours à propos des formations, cette fois-ci **Peter Ifeanyi Duru** de Orlu au Nigeria nous demande : "Le CTA ne peut-il pas organiser des séminaires au profit des vulgarisateurs villageois et, compte tenu

de leur situation économique, financer leur participation à des séminaires, ateliers et conférences ? Les vulgarisateurs villageois ont un rôle essentiel à jouer car grâce à eux les innovations technologiques peuvent parvenir aux cultivateurs, mais leur travail a été récupéré par des flagorneurs du milieu politique et des hauts placés de la vulgarisation."

Dans le cadre de son programme de soutien aux séminaires, le CTA finance chaque année la participation de près de 300 professionnels, y compris des vulgarisateurs, à des réunions internationales. Par ailleurs, le centre organise régulièrement des visites d'étude pour des spécialistes de terrain comme celle décrite dans la section *En Bref* sur les programmes d'agro-pisciculture au Malawi. Et par le biais de ses programmes de coopération et partenariat avec des institutions nationales, le CTA encourage ses partenaires à accorder plus d'attention à ce niveau si crucial de la profession de vulgarisateur.

G. Michael Tilahun (photo) est assistant vétérinaire à Amaro, en Éthiopie, et nous écrit pour nous faire part de ses préoccupations concernant le marché parallèle de médicaments vétérinaires (voir *Spore* n° 84) : "Il menace (le revenu) des vétérinaires installés, et les jeunes vétérinaires craignent de ne jamais pouvoir rentrer dans le métier, par crainte des conditions de vie."



R.R.

## Spore, une histoire d'amour ?

■ "Très cher *Spore*", nous écrit **Oswald Ndhlovu** de Murombedzi au Zimbabwe, sur un ton enflammé, "Tu es si beau et tu as un tel éclat mais tu es si petit. Tes mots sont doux, te lire est comme savourer à jamais une banane bien mûre, et je t'emmène toujours avec moi, dans mon sac. Et si je n'ai rien à lire, alors je te prends et caresse ta soyeuse couverture, et je te relis depuis le début, encore et toujours..."

## Nouvelle recette d'acaricide

■ Une nouvelle formule d'acaricide pour le petit et gros bétail nous est offerte par **A. Lanwo**, Technicien vétérinaire principal, Veterinary Clinic, PO Box 620, Ondo, Nigeria. "Il y a deux ans, le prix des parasitocides efficaces était si élevé et j'avais de telles difficultés à m'en procurer pour traiter les infestations de gale que j'ai essayé de trouver une autre solution et celle-ci s'est avérée très efficace et bon marché. La formule est la suivante : 1 litre de gasoil ou de PK ou de GN ; 15 grammes de camphre (environ 10 boulettes) et 2 à 3 ml de Diazine ou d'Asuntol. Mode d'emploi : broyer le camphre en une fine poudre et ajouter le gasoil et le Diazine ; bien agiter la solution et badigeonner les parties

affectées à l'aide d'un gros pinceau. Il n'est pas nécessaire de frotter car le camphre est un bon exfoliant. J'encourage les lecteurs de *Spore* à employer cette formule et à me faire part de leurs résultats."

## Recherche couverture pour fruitiers

■ **Richard Funyep**, du groupe CAPA-DL, BP 54, Makénéné, Province du Centre, Cameroun, demande aux lecteurs de lui conseiller une bonne plante de couverture. "Nous travaillons en zone forestière humide avec un climat équatorial caractérisé par deux saisons sèches : la petite de juillet à mi-août et la grande de mi-novembre à mi-mars. Nous aimerions avoir des semences et des informations détaillées sur un arbuste (légumineux) à feuillage touffu et permanent pouvant servir d'ombrage ou de couverture aux fruitiers tout au long de l'année et croissant donc plus vite qu'eux durant les trois premières années."

## Plus de temps d'antenne pour les radios rurales

■ Réagissant au Point de vue sur les radios rurales paru dans *Spore* n° 84, **Samuel Zelehe** de Gambella en Éthiopie insiste sur le fait que "la radio est le moyen de diffusion le moins coûteux à utiliser comparé à d'autres TIC comme la télévision et l'Internet. La radio est particulièrement adaptée comme moyen de communication, surtout pour les populations rurales très éloignées de toute TIC dans la plupart des pays ACP. Bien que de nombreux États ACP utilisent ce moyen de diffusion, le temps d'antenne réservé aux problèmes touchant les populations rurales est en général trop court, et l'on a du mal à croire que les radios rurales puissent communiquer les informations agricoles les plus récentes dans un tel laps de temps. Il paraît donc important d'accorder un temps d'antenne plus long de sorte que les stations de radio puissent atteindre leurs objectifs."

## Millénaire : de quoi réfléchir



Vos commentaires sur le supplément du millénaire, *Des scénarios pour l'agriculture ACP : dans la ronde de la vie*, ont commencé à parvenir aux bureaux de *Spore*. Une des premières et importantes réflexions nous vient de **Mme Thiam Traoré Djenebou**, directrice de SUD'AGORA à Abidjan en Côte d'Ivoire, qui s'exprime entre autres sur "la corrélation entre innovations et traditions. Je soutiens tout à fait l'idée selon laquelle les innovations d'aujourd'hui seront les traditions de demain. En d'autres termes, nos traditions actuelles existent parce que nos aînés ont innové. Le développement durable doit être conçu *a priori* comme un état d'esprit ; ensuite seulement, pourront suivre des actions qui conduiront à lui : les changements indispensables pour évoluer vers la durabilité, donc les traditions, ne doivent pas occulter les savoirs et savoir-faire des anciennes innovations qui sont nos valeurs actuelles."

## Le nouveau directeur du CTA

**A**u début du mois de mars, Carl B. Greenidge (à droite sur la photo) a pris la direction du CTA. Il succède ainsi au Dr R. D. Cooke qui occupait ce poste depuis 1995 (voir "Point de vue", page 16). Carl B. Greenidge, économiste spécialisé dans l'agriculture, est la troisième personne nommée à la tête du CTA. Il assurait auparavant, et depuis 1992, les fonctions de secrétaire général adjoint au Secrétariat général du Groupe des États ACP à Bruxelles.

Dans son Guyana natal, Carl B. Greenidge a d'abord enseigné l'économie agricole avant de devenir, pour presque dix ans, ministre des Finances de son pays. Architecte du Programme d'ajustement structurel de Guyana, il a grandement contribué à sortir son pays d'une longue période de marasme économique. Carl B. Greenidge s'est particulièrement intéressé à la planification agricole, entre autres aux effets des innovations agricoles sur les revenus des populations rurales en Afrique, et au rôle des marchés ruraux dans la valorisation et la gestion des ressources halieutiques. Son livre sur les programme d'établissement de



Photo CTA

colons au Guyana traite notamment de la responsabilisation des paysans. Il sera édité prochainement.

Carl B. Greenidge connaît bien les dossiers ACP-UE puisqu'il a participé à la négociation de nombreux accords de coopération, y compris à celles relatives aux accords succédant à Lomé IV. Lors de ces négociations, il s'est particulièrement consacré au commerce en général et aux protocoles relatifs aux produits agricoles en particulier.

## Salut, Marie-Josée

**M**arie-Josée Jehl, bien connue de nombreux lecteurs de Spore, quitte le CTA après presque douze ans de bons et loyaux services. Elle avait travaillé au Conseil de l'Europe à Strasbourg avant de rejoindre le CTA en 1988 et d'y occuper les fonctions d'assistante bibliothécaire. Après avoir assumé l'énorme travail de catalogage de la bibliothèque et diverses tâches de diffusion de l'information, elle s'impliqua de plus en plus dans les ateliers de formation organisés avec les partenaires du CTA. Un rôle qui fut officialisé en 1996 lorsqu'elle prit les nouvelles fonctions de responsable de la formation et de chef adjointe du Département Information et renforcement des capacités. Son programme de formation s'étoffait rapidement jusqu'à inclure 17 ateliers durant l'année 1999, sur des sujets allant de la création d'un site Web à l'édition d'un rapport annuel d'activités.

Douée d'une belle énergie, Marie-Josée a tiré un vif plaisir du travail intense, des bons résultats et des amitiés que lui ont procurés



BC

tous ces ateliers dans 24 pays ACP. Cette ambiance survoltée, c'est ce qui lui manquera le plus maintenant qu'elle part vivre et travailler à Rome. Elle restera en contact par e-mail, c'est sûr, elle qui fut parmi les premiers au CTA à apprécier cet outil. Elle se rappelle avec amusement la fin des années 80 quand il n'y avait encore que quelques ordinateurs au CTA, et le début des années 90 quand elle ramenait de chez elle chaque matin, presque clandestinement, des e-mails de son ordinateur personnel. Marie-Josée est une vraie cyber-cigogne – comme elle, la cigogne, symbole de son Alsace natale, s'envole chaque hiver vers l'Afrique.



**Spore** est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. **Spore** est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

**Editeur :** Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Convention ACP-UE de Lomé

**CTA :** Postbus 380,  
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas  
Tél. : + 31 317 467 100  
Fax : + 31 317 460 067  
E-mail : cta@cta.nl  
Site Web : <http://www.cta.nl>  
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

**Rédaction :** **SPORE** est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,  
34150 Aniane, France  
Fax : + 33 4 67 57 01 80  
E-mail : redactionspore@louma.fr  
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,  
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas  
Fax : + 31 297 540 514  
E-mail : spore-desk@mediateurs.org

**Ont participé à ce numéro :** Catherine Binudin, Didier Chabrol, O'Neil Cuffe, Bernard Favre, Erik Heijmans, Bernadette Imbert, Catherine Marzin, Eyoum Ngangue, Paul Osborn, Zazah Razafindrazaka et Christine Tissot.

**Mise en page :** Louma productions  
**Impression :** Imprimerie Publicep, France  
© CTA 2 000 – ISSN 1011-0046

Le contenu de Spore peut être librement reproduit. Merci de mentionner Spore comme source.



Dr Rodney Cooke a été directeur du CTA jusqu'en mars 2000. Biochimiste de formation, il a fait une carrière de chercheur, d'administrateur et de dirigeant, occupant différents postes en Amérique latine, en Asie et en Afrique, avant de devenir directeur adjoint du Natural Resources Institute (Royaume-Uni) en 1989, puis de rejoindre le CTA en 1995.

## Gestion du changement

# Changer, mais à quel rythme ?

**Avant de quitter le CTA et de prendre son nouveau poste de chef de la Division de l'appui technique au Fonds international pour le développement agricole (FIDA) à Rome (Italie), Dr Cooke partage avec les lecteurs de *Spore* quelques idées sur les institutions et le changement.**

***Vous consacrez la majeure partie de votre vie à l'agriculture et au développement. Pourtant ces mots sont cruellement absents des préoccupations de la communauté internationale.***

Pas vraiment. On n'emploie plus aujourd'hui les termes d'agriculture et de sécurité alimentaire, mais bien ceux de réduction de la pauvreté et de développement rural. Dans les négociations internationales, beaucoup de pays développés mettent sur le même pied l'agriculture ACP et celle des pays industrialisés où elle ne représente qu'une faible proportion du PNB et de l'emploi. Quand j'ai rencontré le groupe Développement du parlement européen, il a été surpris par les chiffres : l'agriculture représente 30 à 60 % du PNB en Afrique subsaharienne, et 70 % des emplois, dont 70 % occupés par des femmes.

Notre tâche est de nous assurer que le rôle de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté est reconnu. Le thème "agriculture" est alors bien inscrit au programme, mais en d'autres termes comme la réduction de la pauvreté, les moyens durables d'existence, l'impact sur l'équité et le rôle des femmes.

***Ces nouveaux termes sont souvent utilisés dans le contexte du développement national plutôt qu'à l'échelle de l'économie agricole mondiale. Une des priorités du CTA a été la conquête des marchés régionaux et mondiaux...***

...Mais aussi nationaux. C'est un problème fondamental. Il est très difficile d'aborder le marché mondial sans avoir un marché national organisé : qu'auriez-vous à vendre ? Certains imaginent que les pays les plus pauvres peuvent suivre rapidement les modèles asiatiques. Ils oublient que ces derniers ont connu un développement agro-industriel qui a généré la richesse nécessaire au développement de l'éducation et du capital humain. Il n'est pas possible de passer directement de l'agriculture de subsistance à une économie semi-industrialisée, à moins de découvrir du pétrole, ou des diamants, ou d'être doté pour le tourisme. C'est un

processus, et le défi, pour le CTA, est d'assurer une mutation institutionnelle.

Nos partenaires ACP sont dans une position difficile, aux prises avec le changement économique et politique, la décentralisation, le progrès technique, et nous ajoutons à cela un post-scriptum : "P.S. : Communiquez mieux avec vos paysans, vos décideurs et vos usagers." Il est facile de sous-estimer les obstacles qu'ils rencontrent.

Si vous avez travaillé comme chercheur sur les palmiers à huile en plantations industrielles, cela va être un grand changement pour vous de vous occuper de paysannes vivant dans des zones semi-arides. La motivation, le leadership et l'organisation doivent changer. Et cela malgré des contraintes politiques, sociales et culturelles.

***Dans quels délais ces changements peuvent-ils intervenir ?***

Du fait de son appartenance à la Convention de Lomé, le CTA fonctionne sur un plan à cinq ans. Pour nos partenaires ACP, la perspective doit être plus longue. C'est pourquoi les approches sectorielles remplacent de plus en plus les approches projet ou même programme. Nous sommes confrontés à des processus à très long terme : démocratisation et décentralisation, promotion d'organisations durables au service des démunis, développement du capital humain. Encore plus difficile : s'occuper de la gestion des ressources naturelles, avec les nécessaires arbitrages entre avantages à court ou à long terme. Nous nous situons donc dans le long terme, tout en souhaitant que les impératifs institutionnels deviennent corrects au plus tôt. Ceux qui nous mandatent ont aussi changé. Aujourd'hui, nous nous préoccupons aussi bien du secteur privé que du secteur public. Malheureusement, certains gouvernements ACP ont du mal à envoyer une délégation qui ne soit pas issue du secteur public. À dire vrai, nous suggérons parfois de déléguer des femmes, des représentants d'ONG ou du secteur privé. Mais quand nous avons le feu vert pour inviter une femme, elle

renonce souvent à la dernière minute pour des raisons personnelles.

***Un autre domaine est en mutation rapide, celui des technologies de l'information et de la communication. Aujourd'hui, un lecteur de *Spore* sur neuf a une adresse électronique.***

C'est un débat qui agite régulièrement notre comité consultatif : jusqu'à quel point devons-nous déplacer nos financements, de domaines traditionnels tels que la vidéo ou la radio rurale vers les techniques électroniques, en ligne ou hors ligne ? Nos partenaires veulent des conseils neutres sur ce sujet et nous avons essayé de répondre à des demandes précises. Nous sommes allés trop lentement pour certains pays et trop vite pour d'autres. Chacun veut tirer le meilleur parti des nouvelles technologies de l'information et de la communication, mais personne ne souhaite que nous arrêtions l'une de nos activités traditionnelles.

***"Tout processus de changement est délicat"***

***Comment pouvez-vous encourager le changement ?***

Tout processus de changement est délicat. Même au CTA, nous avons connu des changements considérables. Certains pensent que nous avons changé plus qu'il n'était nécessaire pour satisfaire nos mandats. C'est le cas si l'on considère que nous sommes mandatés par les diplomates représentant l'Union européenne et le groupe ACP en Europe. Ce n'est pas le cas si l'on considère que nous sommes mandatés par les plus pauvres des paysans.

Les besoins et les priorités des pays ACP changent encore, et de nouvelles consultations et de nouveaux séminaires sont organisés pour y répondre. Aussi je souhaite à Carl Greenidge la meilleure réussite dans ce défi permanent qu'est la conduite du changement.